



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement  
Lorraine

Epinal, le 16 décembre 2013

Unité Territoriale des Vosges

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Objet :** Demande des Etablissements GRANDIDIER d'augmenter les volumes de déchets  
transitant sur son site

**Etablissements GRANDIDIER  
sis sur le territoire de la commune de REHAINCOURT**

--	--	--

### 1. OBJET DE LA DEMANDE :

Le 25 novembre 2013, Monsieur le Préfet des Vosges a transmis, pour avis, à l'inspection des installations classées, la demande des établissements GRANDIDIER du 22 novembre 2013 d'augmentation des volumes de déchets présents sur son site. Cette information est réalisée conformément à l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement.

Cette demande est notamment réalisée dans le cadre de l'obtention d'un marché régional de collecte de piles de l'éco-organisme COREPILE, de la valorisation de certains solvants par des livraisons en vrac et la séparation de produits suite à l'obtention de nouveaux marchés.

### 2. SITUATION ADMINISTRATIVE :

Les établissements GRANDIDIER sont autorisés par l'arrêté modifié n° 809/2000 du 17 avril 2000 à exploiter une station de transit de déchets industriels. Le site est aussi agréé pour la collecte d'huiles usagées par l'arrêté n° 2689/2011 du 17 octobre 2011.

### 3. ANALYSE DE LA DEMANDE :

#### 3.1 Modification des rubriques de la nomenclature

Au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement le projet va entraîner la modification de la rubrique 2718 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses :

Rubrique	Situation avant les aménagements	Aménagements	Commentaire
2718-1	<u>Quantité déchets susceptible d'être présente :</u> huiles usagées : 535 t (594 m <sup>3</sup> ) Liquides non inflammables vrac : 60 m <sup>3</sup> Liquides non inflammables conditionnés : 8 m <sup>3</sup> Liquides inflammables conditionnés : 4 m <sup>3</sup> Solides pâteux conditionnés : 40 m <sup>3</sup> Emballages souillés/matériaux souillés : 40 m <sup>3</sup> Filtres à huile : 30 m <sup>3</sup> Tubes fluorescent/lampes : 20 m <sup>3</sup> Aérosols : 10 m <sup>3</sup> Piles usagées : 1 m <sup>3</sup> <b>TOTAL : 807 m<sup>3</sup></b>	<u>Ajout de :</u> Piles usagées : 29 m <sup>3</sup> Liquide inflammable vrac : 30 m <sup>3</sup> en cuve Batteries usagées (*) : 40 m <sup>3</sup> en bac Acides conditionnés : 1 m <sup>3</sup> Bases conditionnées : 1 m <sup>3</sup> Phytosanitaires toxiques conditionnés : 1 m <sup>3</sup> Produits comburants conditionnés : 1 m <sup>3</sup> <b>TOTAL : 910 m<sup>3</sup></b>	Régime inchangé : <b>Autorisation</b>

(\*) Les batteries usagées étaient bien présentes dans le dossier de demande d'autorisation de 2000 pour un volume de 30 m<sup>3</sup> et cette activité a toujours été réalisée sur le site mais dans sa déclaration d'antériorité du 23 mars 2011 suite à la création de la rubrique 2718 l'exploitant ne l'avait pas rappelé. Pour les stockages de batteries l'augmentation demandée est en fait de 10 m<sup>3</sup>.

L'augmentation de volume de déchets dangereux présents sur le site est de l'ordre de 10 %.

Dans son dossier l'exploitant s'est aussi positionné sur les nouvelles rubriques IED qui sont les suivantes :

Rubrique	Définition de la rubrique	Capacité maximale du site	Régime
3510	Elimination ou valorisation de déchets dangereux avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour. Activité de mélange et/ou de reconditionnement de déchets dangereux.	Reconditionnement et mélange d'huiles avant traitement sur un site externe : Capacité de 22 tonnes par jour (8 000 t/an).	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux dans l'attente des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540, ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes.	Stockage temporaire de déchets dangereux : 811 tonnes	A

Dans sa demande l'exploitant a réalisée une étude d'impact des nouveaux stockages ainsi qu'une étude de dangers qui sont résumées ci-dessous.

### 3.2 IMPACTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

#### Impact visuel et paysager

Les Etablissements GRANDIDIER sont implantés à REHAINCOURT depuis plus de 40 ans. Le projet d'augmentation des stockages sera réalisé dans des bâtiments existants et dans une cuve enterrée. De plus le site n'est dans l'emprise d'aucun périmètre de protection d'un monument historique et en dehors de toutes zones naturelles remarquables.

#### Impact sur le trafic

Le trafic correspond à l'approvisionnement des déchets et leur expédition ainsi qu'au flux de véhicules du personnel. Le trafic actuel est d'environ 30 véhicules par jours (18 véhicules légers et 12 poids lourds).

Les modifications demandées sur le site ne généreront pas de modifications du trafic existant du fait que les déchets seront inclus aux tournées de collectes actuelles.

#### Impact sur le sous sol

Sur le site les voiries ainsi que toutes les zones de réception et de stockage sont imperméabilisées. Les produits liquides sont stockés dans des rétentions et le site dispose d'un bassin de confinement des eaux de 288 m<sup>3</sup> (eaux d'extinction ou en cas de déversement de liquide). Concernant la cuve enterrée, celle-ci sera à double paroi avec détection de fuite. L'arrêté d'autorisation du site du 17 avril 2000 n'autorisait pas des stockages enterrés (toutes les cuves étaient aériennes).

#### Impact sur les eaux superficielles

Les eaux de voiries sont rejetées au milieu naturel après passage dans un séparateur d'hydrocarbure. Il en est de même pour les eaux des cuvettes de rétention des stockages d'huile.

Les eaux de lavage des camions ainsi que celles issues du lavage des équipements souillés sont stockées dans une cuve de 30 m<sup>3</sup> avant élimination vers un établissement agréé.

#### Impact sur les rejets atmosphériques

Le site ne génère pas de rejets atmosphériques hormis via ses camions de collecte et véhicules. Toutefois certains produits (notamment les liquides inflammables volatils) sont susceptibles de provoquer des émissions dans l'air lors de l'ouverture des fûts pour l'échantillonnage ou lors des transvasements.

Afin de limiter ces émissions les fûts sont maintenus fermés (sauf pour l'échantillonnage). Les opérations de transvasement sont limitées au reconditionnement en cuves de stockage et au déchargement-chargement des camions citernes qui est réalisé sous circuit étanche.

### Impact sur le bruit

Le site ne possède pas d'installations génératrices de bruit. De plus le site est hors de la commune de REHAINCOURT (les premières habitations du village sont à 300 m et seule une habitation liée à une exploitation agricole se trouve à 150 m).

### **3.3 ETUDE DE DANGERS**

Dans son dossier, l'exploitant a réalisé une étude de dangers pour les activités liées à son projet.

#### Risques d'origine externe

- Séisme : la commune de Rehaincourt est classée en zone de sismicité 2 correspondant à une sismicité faible ;
- Foudre : une analyse du risque foudre a été réalisée en octobre 2013 et aucun dispositif de protection n'a été préconisé ;
- Gel : les réseaux d'eau sont enterrés afin d'être hors gel ;
- Inondation : le site n'est pas concerné par le risque d'inondation ;
- Malveillance : le site est clôturé sur l'ensemble de son périmètre et une alarme intrusion couvre l'établissement avec report d'alarme ;
- Installations industrielles : pas d'installations industrielles à proximité (site entouré d'espaces agricoles) ;
- Voies de communication : le site est bordé par la RD 6 à l'Ouest et la RD 12 à l'Est. L'exploitant indique que l'analyse de ces voies ne met pas en évidence de risque majeur.

#### Risques d'origine interne

L'exploitant a listé les déchets présents dans son projet avec leurs dangers (ces déchets peuvent provenir des déchetteries, de la grande distribution, des PME et des ICPE) :

Type de déchet	Quantité maximale	Nature	Dangers/risques
Piles usagées	30 m <sup>3</sup>	Piles en mélange	Inflammabilité / Toxicité
Liquides inflammables	30 m <sup>3</sup>	Dégraissant, diluant, solvant	Inflammabilité / Toxicité pour les organismes aquatiques
Batteries usagées	40 m <sup>3</sup>	Batteries	Corrosivité
Acides conditionnés	1 m <sup>3</sup>	Acides minéraux ou organiques	Produit corrosif Très toxique pour les organismes aquatiques
Bases conditionnées	1 m <sup>3</sup>	Bases minérales ou organiques	Produit corrosif Très toxique pour les organismes aquatiques
Phytosanitaires toxiques conditionnés	1 m <sup>3</sup>	Produits toxiques de jardinage	Très toxique pour les organismes aquatiques
Produits comburant conditionnés	1 m <sup>3</sup>	Produits toxiques de jardinage	Comburant / Très toxique pour les organismes aquatiques

Les principaux risques sont :

- l'incendie : Le stockage des piles sera réalisé dans une alvéole dédiée présentant des parois coupe feu 2h. Le local dispose d'une détection incendie. De plus, les piles seront stockées dans des fûts de 200 litres ;
- le stockage de liquide inflammable sera réalisé dans une cuve enterrée qui limitera le risque incendie ;
- l'écoulement accidentel : Les produits liquides sont stockés dans des rétentions et les bâtiments sont reliés au bassin de confinement du site ;
- le risque toxique : Le site ne stocke pas de déchets gazeux, le risque ne portera que sur le dégagement de composés toxiques de décomposition thermique lors d'un incendie (notamment piles) ;
- le risque chimique : les acides et bases seront stockées dans des alvéoles dédiées avec rétention individuelles empêchant tout risque de contact accidentel.

L'exploitant a listé les phénomènes dangereux. Ils ont été cotés dans une grille de criticité conforme à l'arrêté du 29 septembre 2009 relatif à « l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ».

L'exploitant a listé 13 phénomènes dangereux, il ressort que le seul phénomène dangereux potentiellement majeur sur le site est l'incendie du stockage de piles. Ce phénomène a été retenu pour l'évaluation des effets (rayonnement thermique et dispersion des fumées de combustion).

Scénario d'incendie du stockage de piles en mélange :

L'exploitant a pris comme hypothèse un stockage maximal de piles en mélange soit 30 m<sup>3</sup> correspondant à 45 tonnes de piles avec la totalité de la superficie du stockage en feu soit 112 m<sup>2</sup> (15 m x 7.5 m).

Les piles peuvent être de différents types : Nickel-Cadmium (Ni-Cd), Nickel-Hydrure métallique (Ni-Mh), Lithium ion (Li ion), Li minérale, mélange mercure (Hg), plomb, alcaline saline.

Afin de déterminer le pourcentage de piles de chaque type l'exploitant s'est basé sur les données d'un site industriel de stockage des piles en mélange. Les proportions sont les suivantes :

Ni-Cd : 10 %, Ni-Mh : 2 %, Li ion : 2 %, Li organique : 1.5 %, Li minérale 1.5 %, mélange Hg 1 %, Plomb 15 %, alcaline saline 67 %.

Rayonnement thermiques :

Le stockage de piles sera entouré de trois murs coupe feu 2h, dans sa modélisation l'exploitant a pris un cas majorant en considérant la défaillance des 3 parois coupe feu 2h autour du stockage.

Distances évaluées pour les effets thermiques :

	Façade de 15 m	Façade de 7.5 m
Seuil de 8 kW/m <sup>2</sup> (SELS)	4 m	3 m
Seuil de 5 kW/m <sup>2</sup> (SEL)	8 m	7 m
Seuil de 3 kW/m <sup>2</sup> (SEI)	12 m	9 m

Les flux thermiques ne sortent pas des limites du site et il n'y a pas d'effet domino sur l'autre bâtiment de stockage, sur les cuves extérieures ou les locaux administratifs du site.

Le seuil des 8 kW/m<sup>2</sup> allant jusqu'à 4 m au delà des murs coupe feu, l'exploitant s'est engagé à ne pas stocker de produits combustibles dans cette zone (ce point est repris dans le projet d'arrêté complémentaire).

Toxicité des gaz issus d'un incendie :

L'exploitant a étudié les composés susceptibles d'être émis lors d'un incendie du stockage de piles en prenant pour les métaux les températures de sublimation. Il ressort de cette étude que les métaux pouvant être émis sont le cadmium et le mercure. En ce qui concerne les gaz ce sont l'acide chlorhydrique et les oxydes de soufre.



L'exploitant a ensuite repris les toxicités de ces composés et a modélisé la dispersion des fumées. Des hypothèses majorantes ont été prises : combustion de la totalité des piles présentes avec une durée de décomposition thermique de 5h, des vitesses de vent de 15 m/s (fort rabattement des fumées) et de 3 m/s.

La hauteur d'élévation des fumées dans le cas le plus majorant est de 44 m (il est à noter qu'une face du local est entièrement ouverte et que le site dispose de dispositifs de désenfumage en toiture (7 % de la toiture).

En prenant son modèle de dispersion avec une élévation minimale des fumées de 44 m (pour des vents à 15 m/s et 3 m/s), les concentrations aux seuils de toxicité ne sont pas atteintes.

L'exploitant conclut que l'incendie du stockage de piles ne serait à l'origine d'aucune atteinte à la santé des personnes exposées aux effets. Toutefois, il précise qu'il conviendra d'établir un périmètre de sécurité de manière à tenir compte de la possibilité de voir le panache rabattu au sol par une rafale de vent plus importante.

#### **4. ANALYSE DE L'INSPECTION**

En ce qui concerne les impacts sur l'environnement l'augmentation des volumes de stockage n'entraîne pas de modifications substantielles :

- Les nouveaux stockages (piles et produits chimiques) seront réalisés dans des bâtiments existants. Ces stockages ne seront pas en contact avec les eaux pluviales. Les deux bâtiments sont reliés au bassin de confinement du site dont le volume permet de stocker les eaux d'extinction d'un incendie ;
- Pour ce qui est du stockage de liquide inflammable, celui-ci sera réalisé dans une cuve enterrée à double paroi avec une détection de fuite. Ces équipements permettent de limiter les risques de pollution des sols ;
- En ce qui concerne les émissions atmosphériques seuls le stockage de liquide inflammable pourrait dégager des émissions dans l'air mais les opérations de chargement et déchargement des camions citernes est réalisée sous circuit étanche.

En ce qui concerne les risques, l'exploitant a étudié les différents scénarios. Il ressort de son étude de dangers pour le scénario majorant (incendie des 30 m<sup>3</sup> de piles) :

- il n'y aura pas de flux thermiques en dehors des limites de propriété. De plus bien que les flux thermiques ne sortent pas le stockage de piles sera entouré sur 3 faces par des murs coupe-feu 2h. Il est aussi à noter que les piles ne seront pas stockées en vrac dans une benne de 30 m<sup>3</sup> mais dans des conteneurs individuels de 200 litres, incombustibles et fermés. La zone de stockage sera équipée de détection d'incendie avec report d'alarme ;
- Pour ce qui est des gaz issus d'un incendie, la modélisation réalisée par l'exploitant des fumées dans le cas le plus majorant hauteur d'élévation des fumées de 44m et vent faible (3 m/s soit environ 11 km/h) ne montre pas l'atteinte des seuils d'effets irréversibles pour l'homme pour les polluants étudiés (cadmium, mercure, acide chlorhydrique et les oxydes de soufre) au niveau du sol ;
- En ce qui concerne le risque de projection de piles (qui a été observé lors d'incendies). Celui-ci sera limité par les murs coupe feu, le fait que les stockages sont compartimentés. En ce qui concerne des projections par la face ouverte du local, l'intérieur de celui-ci se trouve à environ 20 m de l'autre bâtiment du site. La plus proche habitation est à 150 m du site et le village à près de 300 m.

#### **Conclusion sur le scénario d'incendie du stockage de piles :**

Etant donné que les flux thermiques ne sortent pas des limites de propriété, la grille d'acceptabilité (probabilité et gravité) est sans objet pour le scénario d'incendie du stockage de piles.

## **5. CONCLUSION :**

Le projet d'augmentation des stockages de déchets présents sur le site n'entraîne pas de modification substantielle des activités du site.

L'augmentation du volume de déchets est de l'ordre de 10 %. Cette augmentation n'est pas de nature à modifier notablement les conclusions de l'étude de dangers présentée lors de la dernière enquête publique.

Les distances des flux thermiques modélisées par le stockage de piles de 30 m<sup>3</sup> ne sortent pas des limites du site et la modélisation de la dispersion des fumées montre l'absence d'effets sur l'homme.

Toutefois, afin de prendre en compte cette augmentation des volumes et conditions de stockage des déchets dangereux présents sur le site, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport.

L'inspection des installations classées propose, en application de l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement, de soumettre le présent projet à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire**  
**Etablissements GRANDIDIER à REHAINCOURT**

Le Préfet des Vosges  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 807/2000 du 17 avril 2000, autorisant les établissements GRANDIDIER à exploiter une station de transit de déchets industriels ;
- Vu le dossier du 22 novembre 2013, par lequel les établissements GRANDIDIER sollicitent une augmentation du volume de stockage des déchets présents sur son site ;
- Vu le rapport et projet d'arrêté en date du xx décembre 2013 établis par l'inspection des installations classées pour présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;
- Vu l'avis du XXXXXX du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, dans sa séance du XXXXXX ;
- Vu le projet d'arrêté complémentaire envoyé pour observations éventuelles au pétitionnaire le XXXXXX ;
- Considérant que ce projet ne modifie pas les impacts à l'extérieur des limites de propriété, tant en fonctionnement normal qu'en situation accidentelle, tels qu'ils ont été présentés aux riverains lors de la dernière enquête publique ;
- Considérant que l'exploitant n'a émis aucune remarque sur le projet d'arrêté complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1** – Le tableau de l'article 1 de l'arrêté n° 809/2000 du 17 avril 2000 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Définition de la rubrique	Capacité maximale du site	Régime
3510	Elimination ou valorisation de déchets dangereux avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour. Activité de mélange et/ou de reconditionnement de déchets dangereux.	Reconditionnement et mélange d'huiles avant traitement sur un site externe : Capacité de 22 tonnes par jour (8 000 t/an).	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux dans l'attente des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540, ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes.	Stockage temporaire de déchets dangereux 811 tonnes.	A



Rubrique	Définition de la rubrique	Capacité maximale du site	Régime
2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparation dangereuses.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente étant supérieure à 1 tonne.</p>	<p>Huiles usagées : 535 t (594 m<sup>3</sup>)</p> <p>Liquides non inflammables vrac : 60 m<sup>3</sup></p> <p>Liquides non inflammables conditionnés : 8 m<sup>3</sup></p> <p>Liquides inflammables conditionnés : 4 m<sup>3</sup></p> <p>Solides pâteux conditionnés : 40 m<sup>3</sup></p> <p>Emballages souillés/matériaux souillés : 40 m<sup>3</sup></p> <p>Filtres à huile : 30 m<sup>3</sup></p> <p>Tubes fluorescent/lampes : 20 m<sup>3</sup></p> <p>Aérosols : 10 m<sup>3</sup></p> <p>Piles usagées : 30 m<sup>3</sup></p> <p>Liquides inflammables vrac : 30 m<sup>3</sup> en cuve</p> <p>Batteries usagées : 40 m<sup>3</sup> en bac</p> <p>Acides conditionnés : 1 m<sup>3</sup></p> <p>Bases conditionnées : 1 m<sup>3</sup></p> <p>Phytopsanitaires toxiques conditionnés : 1 m<sup>3</sup></p> <p>Produits comburants conditionnés : 1 m<sup>3</sup></p> <p><b>Total de 910 m<sup>3</sup></b></p>	A
2714-2	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent étant supérieur à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Stockage de 160 m<sup>3</sup> de déchets non dangereux</p>	D

## **Article 2 – Stockage de piles**

Dans le chapitre 4.2 de l'arrêté n° 809/2000 du 17 avril 2000 est rajouté le point d) Stockage de piles :

### **d) Stockage de piles en mélange**

Le stockage de piles en mélange sera réalisé conformément au dossier du 22 novembre 2013 :

- le volume de piles stocké est au maximum de 30 m<sup>3</sup>, les piles seront conditionnées dans des contenants incombustibles d'un volume 200 litres maximum et maintenus fermés ;
- les piles sont stockées sur une zone dédiée entourée de murs coupe feu 2h. Tout autre stockage de déchets ou produits combustibles est interdit sur cette zone et jusqu'à 4 m des limites de celle-ci. Ces zones sont identifiées ;
- une détection incendie est présente avec report d'alarme sur les téléphones du personnel ou d'une société de gardiennage.

## **Article 3 – Stockage de liquide inflammable en réservoir enterré**

L'article 4.2.7 du point b) Stockage en réservoirs fixes est remplacé par l'article suivant :

4.2.7 : Les réservoirs seront aménagés et positionnés de façon à assurer un transvasement correct et un vidage complet des véhicules.

En ce qui concerne le réservoir enterré de 30 m<sup>3</sup>, celui-ci est à double paroi avec détection de fuite. Le réservoir est soumis aux prescriptions de l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.

## **Article 4 – Articles d'exécution.**